

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Évolution des résultats et de la structure financière des entreprises en 2006

(Article publié dans la Revue économique de décembre 2007)

Chaque année, dans la Revue économique de décembre, la Banque nationale présente les évolutions qui ressortent des comptes annuels des sociétés non financières. Cette année, l'article comprend, outre une analyse de l'évolution du compte de résultats, du bilan et de l'annexe aux comptes annuels, une étude des évolutions récentes en ce qui concerne l'impôt des sociétés.

L'environnement économique a été largement favorable aux entreprises en 2006, notamment grâce à la croissance des marchés à l'exportation, à la stabilité de la monnaie, au ralentissement du renchérissement du pétrole, au taux d'intérêt à long terme bas et à la hausse des cours boursiers. Dans ce contexte, la valeur ajoutée des sociétés non financières a suivi la même tendance que le PIB : sa croissance s'est en effet accélérée en 2006, pour atteindre 6,3 p.c. à prix courants, soit un niveau comparable à celui de 2004. En 2006, la hausse des charges d'exploitation s'est à nouveau accélérée, pour s'établir à 5,5 p.c. Si une telle augmentation n'avait plus été observée depuis 2000, la progression de la valeur ajoutée n'en a pas moins à nouveau dépassé celle des charges d'exploitation. En conséquence, le résultat net d'exploitation, qui s'était déjà accru de manière spectaculaire au cours des trois années précédentes, a enregistré une nouvelle et considérable augmentation (+9,2 p.c.). Ainsi, celui-ci a presque doublé en quatre ans, passant de 17 milliards d'euros en 2002 à près de 33 milliards d'euros en 2006.

Les résultats financier et exceptionnel affichent un solde largement positif en 2006. Une fois les impôts sur le résultat déduits, les sociétés non financières ont enregistré en 2006 un bénéfice net total de plus de 43 milliards d'euros, soit une augmentation de près de 5 p.c. par rapport à l'année précédente. Le bénéfice hors résultat exceptionnel a pour sa part progressé de 14 p.c., pour s'établir à 34 milliards d'euros. Pour rappel, le bénéfice hors résultat exceptionnel atteignait seulement 15 milliards d'euros en 2002.

S'agissant de la situation financière des sociétés, elle s'est encore améliorée en 2006. Dans l'ensemble, et quelle que soit l'approche choisie, les sociétés belges ont atteint un niveau de rentabilité qui n'avait plus été observé depuis près de vingt ans. De plus, le degré d'indépendance financière des grandes entreprises et des PME est orienté à la hausse depuis une quinzaine d'années. Dans les deux catégories d'entreprises, les charges d'intérêts moyennes ont quelque peu augmenté en 2006 en raison d'une légère remontée des taux d'intérêt du marché. Il n'en demeure pas moins que le coût de l'endettement, tout comme les taux d'intérêt du marché, se situent toujours à des niveaux historiquement bas. La liquidité est à la hausse depuis 2003 et a atteint un niveau record en 2006. Ce meilleur équilibre des échéances bilantaires caractérise d'ailleurs l'ensemble des sociétés. Toutefois, il convient de souligner que plus d'un quart des entreprises belges ont encouru des pertes, tandis que 16 p.c. d'entre elles présentent des capitaux propres négatifs.

Sous l'effet des réformes fiscales récentes, la progression des recettes provenant de l'impôt des sociétés s'est ralentie en 2006. Néanmoins, un niveau record de recettes provenant de l'impôt des sociétés d'une valeur de 8,5 milliards d'euros a été enregistré en 2006 pour les sociétés non financières. La médiane du taux implicite de l'impôt des sociétés, qui est un indicateur de la pression fiscale réelle exercée sur les bénéficiaires des sociétés, a reculé en 2003 tant pour les grandes entreprises que pour les PME. Ce recul est en partie attribuable à la première réforme fiscale qui visait à renforcer la compétitivité des entreprises en abaissant le taux d'imposition nominal. En 2006, la pression fiscale sur les deux catégories d'entreprises a à nouveau baissé sous l'effet de l'introduction de la déduction des intérêts notionnels. Cette mesure a vraisemblablement eu une incidence structurelle sur le comportement financier des entreprises et pourrait expliquer la hausse de plus de 250 p.c. par rapport à 2005 des émissions d'actions. Les capitaux propres corrigés – qui constituent la base de calcul du montant de la déduction fiscale pour capital à risque – ont augmenté alors que les dividendes distribués par les grandes entreprises ont diminué.

En conséquence, la progression de la valeur ajoutée des sociétés non financières a largement dépassé celle des charges d'exploitation et ce, grâce à un environnement économique globalement favorable. À la suite de ces évolutions, le résultat net d'exploitation s'est sensiblement accru.